

Circulaire d'information

INFCIRC/649

Date: 4 août 2005

Distribution générale

Français

Original: Anglais

Communication en date du 2 août 2005 reçue des missions permanentes de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni auprès de l'Agence

Le Directeur général a reçu le 2 août 2005 une communication des missions permanentes de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni datée du 2 août 2005, à laquelle était joint le texte d'une lettre adressée par les ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni et le Haut Représentant de l'Union européenne au Secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de la République islamique d'Iran.

La communication des missions permanentes et, conformément à la demande qui y est formulée, le texte de la lettre sont joints à la présente pour l'information de tous les États Membres.

Mission permanente de la France
Mission permanente de l'Allemagne
Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Vienne, le 2 août 2005

Excellence,

Nous avons l'honneur de vous informer que les ministres des affaires étrangères de nos trois pays et le Haut Représentant de l'Union européenne ont adressé une lettre à M. Rohani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de la République islamique d'Iran.

Nous nous permettons de vous faire tenir ci-joint le texte de cette lettre qui a été remise aujourd'hui même à Téhéran.

À la demande de nos gouvernements, nous vous saurions gré de bien vouloir diffuser auprès de tous les États Membres le texte de la présente lettre comme circulaire d'information.

Nous vous prions d'agréer, Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Patrick Villemur
Ambassadeur
Représentant permanent de la France

Jürgen Scheller
Chargé d'affaires
Représentant permanent de l'Allemagne

Tim Andrews
Chargé d'affaires
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Pièce jointe : 1

M. Mohamed ElBaradei
Directeur général
Agence internationale de l'énergie atomique

le 2 août 2005

S.E. M. Hassan Rouhani
Secrétaire
Conseil suprême de sécurité nationale
République islamique d'Iran

Votre Excellence,

Nous sommes profondément préoccupés par la note diplomatique que l'Iran a adressée le 1^{er} août au Secrétariat de l'AIEA, dans laquelle il déclare qu'il avait décidé de reprendre ses activités de conversion d'uranium à Ispahan.

Dans l'accord de Paris, l'Iran a décidé de poursuivre et « d'étendre sa suspension à toutes les activités liées à l'enrichissement et les activités de retraitement, et plus spécifiquement [...] tous essais ou production dans toute installation de conversion d'uranium » et a accepté que la suspension soit maintenue tant que les négociations continueront sur un accord mutuellement acceptable portant sur des arrangements à long terme.

La décision de reprendre à Ispahan les activités qui avaient été suspendues serait, si elle était mise à exécution, une violation à la fois de l'accord de Paris et de la résolution du 29 novembre 2004 du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Elle exacerbera en outre les craintes internationales quant au véritable objectif du programme nucléaire iranien. L'Iran n'a pas de besoins opérationnels urgents qui l'obligent à produire son propre combustible ni aucune autre raison de reprendre les activités à Ispahan si les fins de son programme nucléaire sont exclusivement pacifiques. Il n'a pas de centrale nucléaire en exploitation et a conclu un accord avec la Russie qui lui assure la fourniture de combustible pour le réacteur de Bushehr, qui est en construction.

Lorsque nous vous avons rencontré à Genève le 25 mai, nous avons convenu de présenter d'ici à la fin juillet ou au début août des propositions détaillées en vue d'un accord à long terme. L'Iran a pris acte de ce calendrier dans sa note à l'AIEA. Nous avons confirmé dans notre lettre du 30 juillet que nous présenterions ces propositions le 7 août ou plus tôt si possible, en insistant sur le fait que nous pensions que celles-ci pourraient déboucher sur une relation nouvelle fondée sur la coopération entre l'Iran et nos pays.

Comme prévu dans l'accord de Paris, notre proposition portera sur une coopération sur des questions politiques et de sécurité ainsi que dans les domaines économique et technologique. Le E3/EU s'y engagera à soutenir le développement en Iran d'un programme nucléaire civil sûr, économiquement viable et antiproliférant. En outre, nous nous engagerons clairement à réaffirmer les droits de l'Iran en vertu du TNP.

Nous craignons que l'Iran n'envisage à présent de prendre une mesure qui risque de mettre fin à notre dialogue, avant que nous ayons pu présenter ces propositions détaillées. Nous croyons que notre dialogue a déjà apporté à l'Iran des avantages importants et que son issue fructueuse nous permettra d'ouvrir un nouveau chapitre pour les relations entre nos États. Mais nous ne pouvons poursuivre cette démarche que si les deux parties respectent les obligations qu'elles ont contractées en signant l'accord de Paris, notamment pour l'Iran celle de maintenir une suspension totale et vérifiée de toutes ses activités liées à l'enrichissement et ses activités de retraitement.

Nous allons convoquer une réunion spéciale du Conseil des gouverneurs de l'AIEA dans les jours prochains pour discuter de la marche à suivre. Si l'Iran reprenait les activités actuellement suspendues, nos négociations seraient stoppées et il ne nous resterait pas d'autre option que d'engager d'autres types d'actions. Nous demandons donc à l'Iran de ne pas reprendre les activités suspendues et de ne pas prendre d'autres mesures unilatérales mais de confirmer sans tarder son plein attachement à l'accord de Paris.

Je vous prie d'agréer, Votre Excellence, les assurances de notre considération très distinguée.

(signé)
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

(signé)
JOSCHKA FISCHER

(signé)
JACK STRAW

(signé)
JAVIER SOLANA